



FICHE THÉMATIQUE

# Kanaky - Nouvelle Calédonie

Version du 25 mai 2024

## 1. Le contexte géographique et historique

- La Kanaky - Nouvelle-Calédonie (KNC) est un archipel de l'Océan Pacifique. Elle s'étend sur un peu plus de 18 000 km<sup>2</sup> et compte 270 000 habitant-es. Elle est située à 1500km à l'est de l'Australie et à 17000 km de la France hexagonale.
- C'est le navigateur James Cook qui a appelé cette île "Nouvelle Calédonie" lorsqu'il l'a abordée en 1774. La "Calédonie" est l'ancien nom latin de la province correspondant à l'Écosse. Les Kanak, eux, appellent leur terre la Kanaky.
- La colonisation de la Kanaky a débuté en 1853. Napoléon III a voulu fonder une colonie pénitentiaire et s'implanter face aux Néerlandais et aux Britanniques. L'État français a ensuite incité des colons à s'installer et concédait aux bagnards des terres qui appartenaient aux Kanak. De nombreux Algériens résistants et des Communard-es comme Louise Michel ont également été déporté.e.s. Les Kanak ont été enfermés dans des réserves. La domination coloniale s'est étendue à tous les domaines : politique, économique, culturelle. En 1931, des Kanak ont été "exhibé-es" à Paris pendant l'exposition coloniale et présentés comme des "sauvages cannibales". Jusqu'en 1957, les Kanak vivaient sous le statut de l'indigénat les privant de tout droit politique.
- La résistance kanak à la colonisation a toujours existé comme la grande révolte de 1878 dirigée par le chef Ataï. À la fin des années 1960, un renouveau du mouvement indépendantiste apparaît avec les "foulards rouges" puis le "groupe 1878" ou la création de partis politiques. Ce mouvement a porté ses revendications de manière pacifique. Mais la violence de l'État colonial a déclenché une insurrection entre 1984-1988 avec au moins 80 morts. Les circonstances étaient similaires : un boycott des élections parce que le gouvernement avait pris parti sur le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, puis des axes routiers bloqués et des révoltes. Les morts se comptent des deux côtés. Le massacre d'Hienghène qui a tué dix Kanak dont deux frères du nationaliste kanak

[Jean-Marie Tjibaou](#) et l'attaque de la grotte d'Ouvéa en 1988 restent dans les mémoires. 17 indépendantistes ont été tués, après avoir eux-mêmes donné la mort à 4 gendarmes et pris en otage d'autres.

- À l'opposé d'une logique sécuritaire, le Premier Ministre Michel Rocard a initié un processus lent de dialogue et de confiance entre indépendantistes et loyalistes. Elle aboutit aux Accords de Matignon (1988), qui visent à installer un partage des compétences, corriger les déséquilibres économiques sur l'île et inscrire un processus de transition dans la durée (10 ans). Les Accords de Nouméa en 1998 ouvrent une période de 20 années de transition pour aboutir à des référendums. Pour sortir de la crise, l'Etat a bougé de sa posture coloniale et s'est fait médiateur pour que les camps loyalistes et indépendantistes se mettent d'accord sur l'avenir de l'île.
- Le corps électoral est la question clé. Les listes électorales sont gelées depuis 1998. Aujourd'hui, 20% de la population ne peut pas voter (42 000). Cette situation ne peut évoluer qu'avec l'accord des Kanak qui ont été colonisés. Le projet de loi du Gouvernement qui cherche à réintégrer de force 25 000 des 45 600 électeurs et électrices potentiel·les ne donne pas de garantie suffisante car elle pourrait marginaliser durablement les Kanak qui ont été colonisé·es.
- Le troisième référendum a été organisé sans l'accord des indépendantistes, qui voulaient un délai de quelques mois pour célébrer leurs morts du Covid conformément à la "coutume" (ensemble des rituels coutumiers en cours en Kanaky). Il contrevient aussi à la parole d'Edouard Philippe qui avait déclaré qu'il n'y aurait pas de référendum "entre le milieu du mois de septembre 2021 et la fin du mois d'août 2022". FLNKS et UNI souhaitaient l'organisation du référendum en 2022 et pas en 2021. Le gouvernement français le fixe quand même le 12 décembre 2021. Les indépendantistes appellent à la non-participation. Moins de 44% d'électeurs se sont déplacés et le "non" à l'indépendance l'a emporté à 96%.
- Les Accords de Nouméa prévoyaient la configuration dans laquelle l'indépendance était refusée par trois fois. Dans ce cas, *"les partenaires politiques se réuniront pour examiner la situation ainsi créée. Tant que les consultations n'auront pas abouti à la nouvelle organisation politique proposée, l'organisation politique mise en place par l'accord de 1998 restera en vigueur, à son dernier stade d'évolution, sans possibilité de retour en arrière, cette « irréversibilité » étant constitutionnellement garantie"*. En passant en force, le Gouvernement contrevient donc aux accords de Nouméa.

## 2. Les forces en présence

La population a 271 000 habitants. Il y a différentes cultures d'appartenance : . 41% se sent kanak ; 24% européenne ; 11% Métis ; 11% Polynésienne (Wallis, Futuna, Tahiti) ; 3% asiatique (Indonésie, Vietnam...). Mais les forces politiques se regroupent en deux entités séparées :

### Les indépendantistes

La Cellule de Coordination des Actions de Terrain (CCAT) est accusée par le Gouvernement d'attiser la violence. Gérald Darmanin les désigne de "fauteurs de trouble", ou encore "d'organisation mafieuse". Le CCAT est une émanation des principaux partis indépendantistes (FLNKS, UC...). Elle a été mise en place en novembre 2023 en réponse au discours de Macron de juillet 2023, dans lequel il annonçait que les référendums avaient définitivement réglé la question de l'indépendance et que le corps électoral serait rouvert. Depuis 3 mois, la CCAT multiplie les manifestations pacifiques, en présence de nombreuses familles, ou encore de troupes de danseurs. Elle réunissait 3000 en novembre, 15000 le 28 mars, et plus de 60 000 personnes le 13 avril (sur 271000 habitants) selon le SG de l'Union Calédonienne. Toutes ces manifestations ont été ignorées par l'exécutif. La CCAT a appelé au calme. Malgré cela, au moins 10 de ses membres ont été assignés à résidence par le Gouvernement.

Le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie est dirigé par un indépendantiste Louis Mapou

### Les loyalistes

Le terme de "loyaliste" apparaît dans les médias dans les années 1980 pour désigner les anti-indépendantistes. Au départ réprouvé notamment par le leader Jacques Lafleur, il devient progressivement le nom qui désigne leur mouvement jusqu'à constituer la bannière d'une coalition politique militant contre l'indépendance pendant les campagnes référendaires. Leur leader est aujourd'hui Sonia Backès.

### L'Etat

L'État colonial a conservé la mainmise sur de nombreux aspects institutionnels, économiques et géopolitiques. Il est représenté en NKC par un "Haut-commissaire de la République" (parfois appelé "Haussaire") ayant rang de préfet.

Entre 1988 et 2021, le Gouvernement a cherché à adopter sans y arriver toujours une position de "médiation" entre indépendantistes et loyalistes tout en défendant ses intérêts propres. A partir de 2021, le dossier a été porté par le Ministre de l'Intérieur et plus par le Premier Ministre et le Gouvernement s'est mis à épouser le parti des loyalistes en nommant Sonia Backès comme secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté auprès de Gérald Darmanin dans le gouvernement d'Elisabeth Borne.

Nicolas Metzdorf, un calédonien loyaliste a été nommé rapporteur du projet de loi. [Son rapport](#) est ouvertement anti-indépendantiste. Il a également qualifié les émeutiers de « racistes anti-blancs » [RMC]. Derrière une apparence technique, le projet de loi touche à la question de la citoyenneté, qui est au cœur du processus décolonial calédonien : « comment construire une identité commune dans un archipel qui a été colonisé ? ». Le peuple kanak craint de perdre son identité et de disparaître en ne pouvant plus jamais devenir majoritaire au sein des Assemblées délibérantes.

### 3. Les faits

- Le mardi 14 mai 2024, le Gouvernement a voulu faire passer en force un projet de loi constitutionnel pour mettre fin au gel du corps électoral pour les élections provinciales. Il a fait voter un texte sans accord entre les forces néocalédoniennes indépendantistes et "loyalistes". Puis il leur a intimé l'ordre de trouver un accord. Il a ainsi rendu la situation totalement déséquilibrée. Sans accord, le corps électoral sera dégelé, ce qui est exactement la demande des loyalistes qui n'ont donc aucun intérêt à aboutir à un accord.
- De nombreuses personnalités ont alerté sur le risque de basculement dans la violence : du côté des indépendantistes (CCAT) et de personnalités politiques hexagonales. Les indépendantistes, eux, avaient notamment déclaré que *"si vous touchez au corps électoral, ce sera la guerre. Nos jeunes sont prêts à y aller. S'il faut en sacrifier 1 000, on le fera"* [rapport parlementaire cité par [La voix du caillou](#)]
- Des émeutes ont débuté le 13 mai. Elles ont fait 7 morts dont 2 gendarmes. De nombreuses maisons ont été incendiées. Il y a au moins 300 blessés. Le niveau de violence est similaire à 1985. La Kanaky a basculé dans une situation insurrectionnelle.
- L'état d'urgence a été déclaré par le Gouvernement pour 12 jours. Un millier de gendarmes a été envoyé sur place. Il a été décidé de couper l'accès à l'application TikTok après avoir un temps envisagé de couper tout l'Internet [ [BFMTV](#) ]. Un [recours](#) a été déposé par la Quadrature du Net auprès du Conseil d'État qui a été rejeté [ [Quadrature](#) ]. Emmanuel Macron s'est rendu sur l'île le 23 mai pour élaborer une solution à la crise qu'il a lui-même créée.

### 4. Notre ligne politique

Emmanuel Macron et son gouvernement sont responsables de cette situation insurrectionnelle. Plutôt que de s'inscrire dans la logique des accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998), il a pris le parti d'un camp contre un autre, imposé son calendrier et refusé de donner le temps au dialogue.

La cause des violences est politique, donc la solution doit être politique : il faut un retour à la paix civile et la reconnaissance du peuple kanak. Même la présidente de l'Assemblée nationale et du Sénat se sont rallié-es à cette position alors qu'ils avaient pourtant voté pour le projet de loi constitutionnel.

Pendant ce temps, le Rassemblement National tente d'apparaître modéré alors que ses Députés ont approuvé le texte qui a mis le feu aux poudres et qu'il défend une idéologie raciste et le principe même de la colonisation de l'île ou la liberté d'armement.

Nous, Écologistes, avons prévenu depuis des mois que le processus en cours, qui tordait le bras aux Kanaks, ne pouvait mener qu'à l'échec. Emmanuel Macron doit reconnaître qu'il s'est trompé et changer de méthode. La situation coloniale qui assujettit politiquement et économiquement le peuple kanak doit être réglée par le dialogue. Nous considérons que la décolonisation peut aboutir à l'indépendance comme à une autonomie dans la République ou un système intermédiaire d'indépendance-association sur le modèle monégasque. Mais c'est à la communauté de Kanaky Nouvelle Calédonie de le décider en vertu du droit à l'autodétermination des peuples.

## 5. Les explications

### La situation coloniale

L'ONU a inscrit en 1946 et 1947, la Nouvelle-Calédonie sur la liste des "territoires non autonomes", donc considérés non-décolonisés. Elle l'a réinscrit en 1986 [[ONU](#)]

La dernière [résolution date du 7 décembre 2023](#) et rappelle le droit du peuple de Nouvelle-Calédonie de déterminer lui-même son avenir sans que la "puissance administrante" (la France) n'intervienne dans le processus décisionnel.

### La situation économique

Par bien des aspects, l'économie de l'archipel reste dirigée depuis la métropole. La monnaie en cours est le franc-pacifique (CFP) indexé sur l'euro. Il n'y a pas de souveraineté monétaire.

La principale ressource de l'île est le nickel qui représente entre 20 % et 30 % des réserves mondiales, produit 8 % du nickel transformé. Son industrie assure un quart de l'emploi local direct et indirect. Aujourd'hui, la KNC produit 230 000 tonnes de minerai brut contre 1,8 million pour l'Indonésie devenu leader avec la moitié de la production mondiale [[LeMonde](#)]. Le nickel sert à produire de l'acier inoxydable et des batteries automobiles. Mais le besoin de nickel pour les batteries haut de gamme (NMC) et ne l'est

plus pour les batteries moins chères LFP (voiture chinoises) et sodium (en cours de commercialisation) ce qui interroge sur l'avenir de la production [[Didier Julienne](#), pour un avis différent le [rapport](#) de l'IEA prévoit une augmentation importante].

Récemment, les cours ont perdu la moitié de leur valeur. La production en Kanaky - Nouvelle Calédonie a diminué de 32% au premier trimestre. Les sociétés sont au bord de la cessation de paiement. L'usine de KNS est à l'arrêt et 1750 personnes menacées de licenciement depuis le départ de l'actionnaire Glencore. Or, les accords de Nouméa avaient transféré la gestion de la compétence du nickel au gouvernement local. Le FLNKS avait élaboré une stratégie de maîtrise de la ressource pour vendre un nickel raffiné rapportant plus que le minerai naturel ce qui n'a pas fonctionné.

Le Gouvernement a proposé un "pacte nickel" aux industriels et aux autorités locales, qui se sont terminées en janvier dernier [[communiqué](#), [pacte](#)]. Il propose de renflouer les sociétés et d'approvisionner des usines françaises avec la production de l'archipel tout en se laissant la possibilité de le faire aussi dans l'usine à Sonic Bay (Indonésie).

Le transfert à Paris de la gestion des ressources en nickel est évoqué dans une [proposition de loi](#) de Nicolas Metzdorf alors que c'était la Nouvelle-Calédonie qui la gérait jusqu'à présent. C'est une ligne rouge pour les indépendantistes. [[Reporterre](#)].

En tout état de cause, du fait des discriminations, du chômage et des inégalités scolaires, le niveau de vie médian des Kanak est deux fois plus faible que celui des non-Kanak [[France Info](#)].

### **Les armes et les milices**

Il y aurait 100 000 armes en circulation pour 270 000 habitants. C'est en partie liée à la pratique de la chasse traditionnelle, mais aussi du fait de la situation coloniale et de l'assouplissement de la législation. Il existe des milices loyalistes qui pour certaines d'entre elles ont tué des Kanak [[LeMonde](#)].

### **Les influences étrangères**

Un discours de Gérald Darmanin dénonce l'Azerbaïdjan et l'ingérence de la Chine. Des tentatives de déstabilisation par l'Azerbaïdjan ont effectivement existé [[LeMonde](#)] mais on n'en connaît pas l'impact. En avril, un mémorandum de coopération a été signé entre le Congrès de Nouvelle-Calédonie et l'Assemblée nationale azerbaïdjanaise. Cette ingérence est à resituer dans le contexte de l'invasion du Haut-Karabagh, alors que Paris soutient l'Arménie de longue date. La Chine également joue de son influence et de sa richesse auprès des mouvements indépendantistes pour isoler l'Australie et s'assurer un accès au nickel [[IRSEM](#)].

Cependant, ces influences ne peuvent ni expliquer la colère de la population, ni être une raison pour ne pas décoloniser. Si l'Azerbaïdjan a soufflé sur les braises, c'est qu'il y avait un feu allumé par le Gouvernement. Un pays indépendant peut choisir ses influences et ses partenaires. La France ferait mieux de tisser des relations de confiance avec les leaders indépendantistes plutôt que de laisser d'autres puissances le faire.

## 5. Notre proposition

→ **La priorité est de reporter le Congrès et de rétablir l'impartialité de l'État.** Emmanuel Macron doit confier une mission de dialogue à des fonctionnaires au-dessus de tout soupçon. Le destin de la Kanaky-Nouvelle Calédonie doit être décidé par les acteurs locaux dans le cadre d'une discussion qui englobe les enjeux politiques (le corps électoral, le découpage des circonscriptions) et les enjeux économiques (le nickel et les inégalités). Étant donné l'illégitimité du troisième référendum, la perspective d'un quatrième référendum sur l'indépendance doit être reposée.

→ **Développer une nouvelle stratégie économique avec les acteurs locaux.** Cette stratégie doit viser un développement des subsistances agricoles et artisanales et une stratégie industrielle autour du nickel. Il faut envisager l'avenir des usines en équilibrant production pour l'acier inoxydable et pour la production de batteries (alors que l'usage du nickel est interrogé à moyen terme)

### Pour aller plus loin

- > [Compilation d'articles et de ressources](#) par Philippe Mante
- > [Situation de la Nouvelle Calédonie](#), Nations Unies, mars 2024